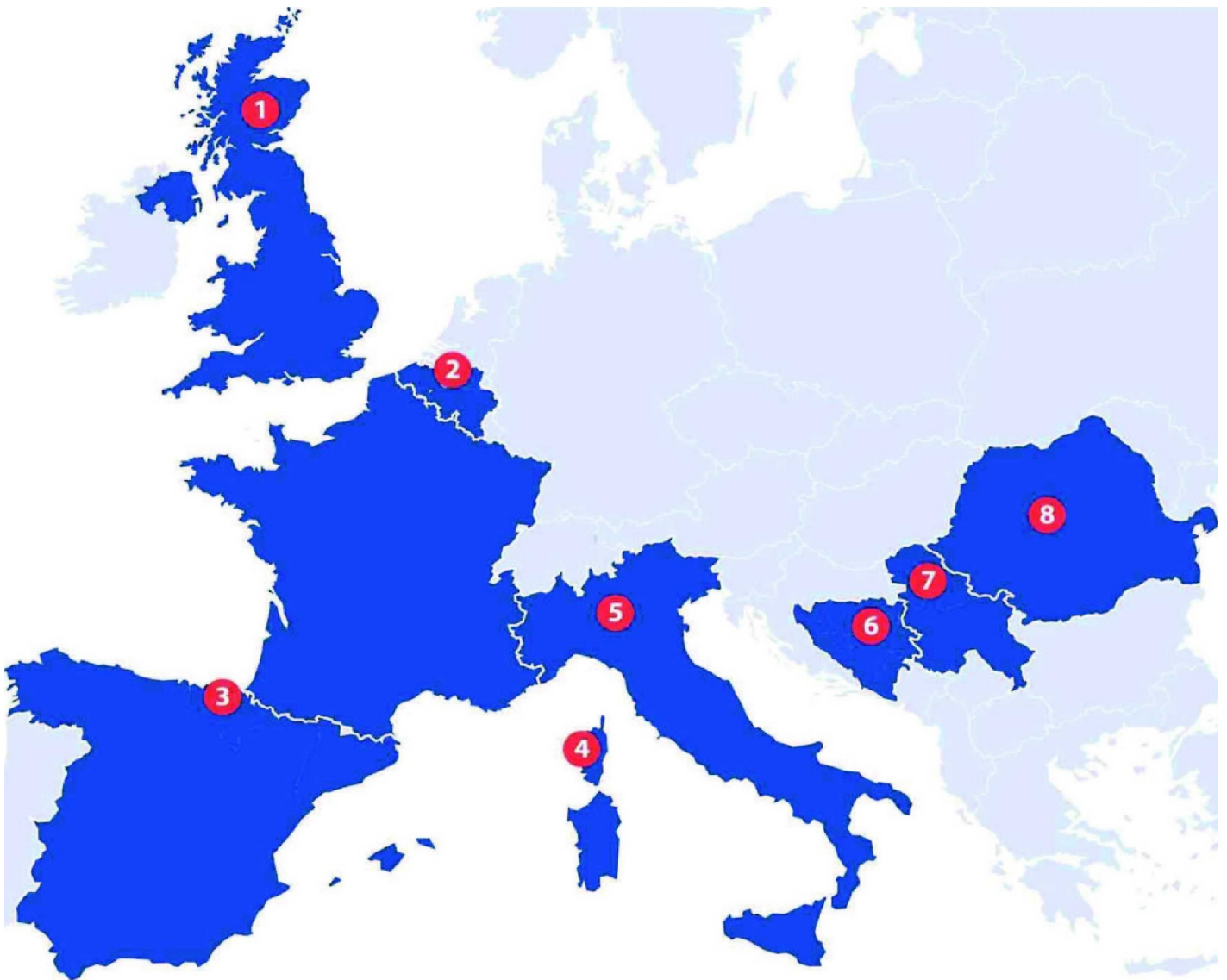


Ces peuples européens tentés par le séparatisme



1. L'Écosse/Le Brexit a rebattu les cartes

13 octobre 2016. La Première ministre écossaise Nicola Sturgeon annonce sa volonté de faire passer un projet de loi pour organiser un nouveau référendum sur l'indépendance.

Encore secoué par son départ annoncé de l'UE, le Royaume-Uni envisage de perdre un de ses membres. Mi-mars 2017, la dirigeante du Parti national écossais précise sa volonté de l'organiser entre l'automne 2018 et le printemps 2019, soit quand les Écossais auront entre les mains l'accord négocié entre Londres et Bruxelles mais avant la date officielle du Brexit (prévu fin mars 2019). Elle assure alors avoir été poussée vers cette option : "Depuis (le référendum sur l'Europe du 23 juin, j'ai tenté d'obtenir un accord avec le gouvernement britannique. Mais (...) mais j'ai dû faire face à un mur de l'incertitude". Patatras, l'élection générale du 8 juin jette ses plans à terre : son parti perd un tiers de ses voix par rapport à 2015 et 21 de ses 56 députés au Parlement de Westminster. Elle-même admet que son projet de référendum a "sans aucun doute" été un facteur de cet important revers. Les électeurs ne veulent visiblement pas être une nouvelle fois amenés à se prononcer sur une question qui avait fortement divisé le pays avant le référendum du 18 septembre 2014 – qui s'était achevé par un vote 55,3 % contre 44,7 % en faveur du maintien au sein du Royaume-Uni.

Tristan de Bourbon, à Londres



2. La Flandre/Une dissolution naturelle

"Tous ceux qui souhaitent une Flandre prospère et solidaire, une Flandre sive, qui veut embrasser l'identité flamande et qui désirent une Flandre indépendante, je les appelle à rejoindre nos rangs." Ces mots furent prononcés le 17 septembre dernier par Bart

De Wever, président de la N-VA, principal parti indépendantiste flamand. Si celui qui est aussi bourgmestre d'Anvers a cru bon de rappeler cette exigence d'indépendance, c'est que la Nieuw-Vlaamse Alliantie est exposée plus que jamais à l'ère des plus radicaux du "Mouvement flamand" dont le parti est l'un des produits les plus performants sur le plan électoral. Les exigences séparatistes s'expriment avec moins d'ardeur au nord du pays depuis que la N-VA siège au pouvoir fédéral (2014). L'exécutif du pays unitaire est fortement détesté par les nationalistes, mais l'avènement du gouvernement actuel, centré sur une politique socio-économique plus droite, a fait suite à une longue crise communautaire et à une importante réforme de l'Etat. Celles-ci ont sans doute rendu la question de l'autonomie flamande moins sensible dans l'opinion publique. La N-VA table aujourd'hui sur une logique confédérale et spéculé ouvertement sur l'évaporation "naturelle" du royaume. Sans se renier, elle laisse les discours séparatistes les plus radicaux à l'extrême droite et aux divers groupuscules nationalistes qui continuent d'exister en Belgique.

M. Co.

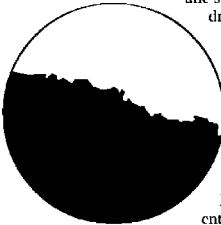


3. Le Pays basque/Un tiens vaut mieux...

"La solution pour la Catalogne est un référendum accepté de part et d'autre et légal", a déclaré Iñigo Urkullu, président d'Euskadi (Pays basque). La sympathie de la plupart des Basques envers les décisions prises en Catalogne n'est pas une solidarité absolue. En 2003, le Pays basque exigea son droit à l'autodétermination, la réforme de son statut et "la libre association" avec l'Espagne. C'était le plan

barretxe (du nom du président basque alors). Mais Euskadi a accepté le refus du Congrès des députés espagnols (en 2005). Des décennies de terrorisme de l'ETA (pas encore complètement dissoute) pèsent sur les esprits. Le fait est aujourd'hui que le Pays basque jouit d'une autonomie financière que la Catalogne a refusé alors, mais que Barcelone envie aujourd'hui. Le Pays basque reste méfiant envers la possibilité de renégociation des équilibres financiers entre les communautés autonomes d'Espagne. Les sympathisants de plusieurs forces abertzales (patriotes, en basque) sont très présents sur la scène catalane, la contagion reste donc possible; mais Ander Gurrutxaga, professeur à l'université du Pays basque, explique que "le Parti nationaliste basque aura des gestes d'affection envers le nationalisme catalan, mais ils n'iront plus au-delà".

P. Audije, à Madrid

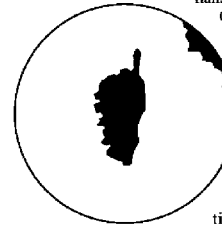


4. La Corse/Si loin, si proche

Sur l'île de Beauté, on observe avec le plus grand intérêt le référendum catalan. "Soutien total au peuple catalan, à son gouvernement, à ses maires", a tweeté récemment le charismatique Gilles Simoneoni, président du parti nationaliste Inseme Per A Corsica (IPC), également à la tête du

Conseil exécutif de Corse. Un intérêt d'autant plus grand que les nationalistes ont le vent en poupe. Alors qu'ils ont officiellement renoncé à la violence en 2014, ils se sont épanouis depuis sur le terrain politique. Fin 2015, grâce à l'alliance entre les autonomistes de l'IPC et les indépendantistes, ils ont obtenu pour la première fois une majorité relative à l'Assemblée territoriale, avec 35,4 % des voix. Ils ont aussi décroché trois sièges lors des dernières législatives. Ils partent enfin grands favoris des élections de la nouvelle Assemblée de Corse, issue de la fusion des trois institutions préexistantes, en décembre prochain. Pour autant, dans leur grande majorité, les nationalistes ne portent pas une revendication d'indépendance, difficilement envisageable du fait de la dépendance économique de l'île. Ils plaident plutôt pour le concept "d'autodétermination", qui "n'implique ni ne préjuge aucune option institutionnelle", comme l'a déclaré récemment Gilles Simoneoni.

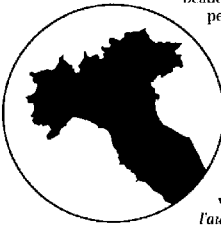
Benjamin Masse, à Paris



5. La Padanie/Une chimère italienne

Plus de vingt ans depuis ce 15 septembre 1996, jour où, à Venise, Umberto Bossi, chef de la Ligue du Nord a lu la déclaration d'indépendance de la Padanie, territoire qui regroupe la Vénétie et la Lombardie. Depuis lors, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Po, et les indépendantistes ont bien changé. Matteo Salvini, nouveau secrétaire fédéral de la Ligue du Nord a emboîté le pas à Marine Le Pen, lui qui méprisait les "terroni", les Italiens du Sud, a remis ses slogans indépendantistes et transformé son mouvement en parti nationaliste ! Pourtant, le 22 octobre prochain, les Lombards et les Vénitiens seront appelés aux urnes pour un référendum sur l'autonomie de leur région. "Le référendum est le point de départ d'un dur affrontement avec Rome", explique Luca Zaia, le gouverneur de la Vénétie. "Dire oui au référendum sur l'autonomie signifie faire entrer 27 milliards d'euros en plus dans les caisses de la Lombardie", renchérit Roberto Maroni, le gouverneur de Lombardie. Le vote du 22 octobre est consultatif et n'aura aucun effet immédiat. Si le oui l'emporte, les deux gouverneurs pourront entamer des pourparlers pour demander que leurs régions obtiennent un statut spécial comme la Sicile, la Sardaigne, la Vallée d'Aoste, le Frioul et le Trentin.

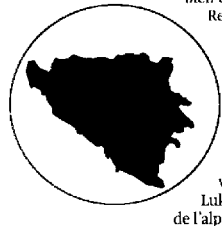
Valérie Dupont, à Rome



6. Republika Srpska/Au ralenti

Dans ce pays fracturé qu'est la Bosnie-Herzégovine, agiter les tensions nationalistes est toujours une bonne manière de conserver le pouvoir, tout en passant sous silence l'urgence de la faillite économique. C'est ce qu'a très bien compris Milorad Dodik, le tout-puissant président de la Republika Srpska, qui agit continuellement le spectre d'un référendum d'indépendance de l'entité serbe. Depuis plus d'un an, l'essentiel du débat politique du pays s'est même concentré sur une polémique autour de la célébration du jour de la "fête nationale" de RS. Début septembre dernier, Milorad Dodik a annoncé, avec le président serbe Aleksandar Vucic, la rédaction prochaine d'une "Déclaration sur la survie des Serbes et de la nation serbe" et sa présentation courant novembre devant les Parlements de Belgrade et de Banja Luka. Celle-ci devrait insister sur l'usage de la langue serbe, de l'alphabet cyrillique, sur la sauvegarde de la culture, de l'histoire et des traditions serbes... Une façon de rappeler que tous les Serbes des Balkans ont un jour vocation à vivre dans un seul Etat, même si cette "déclaration" n'a aucune chance d'avoir une application politique concrète. Hors celle de maintenir la pression sur le gouvernement de Sarajevo et de préparer le terrain pour les élections générales qui devraient se tenir dans l'entité en 2018.

Laurent Geslin, à Belgrade

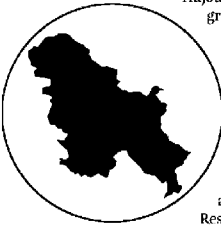


7. La Voïvodine/Un mouvement en berne

La plaine de Voïvodine, située au nord de Belgrade, province autonome de Serbie qui peut s'enorgueillir de posséder six langues officielles, vestiges des vagues de colons installés par l'Empire des Habsbourg au XVIII^e s.

Aujourd'hui, même si les membres de la minorité hongroise émigrent massivement en Hongrie voisine, même si le Parti progressiste serbe (SNS) du président Aleksandar Vucic règne en maître, les dirigeants autonomistes de la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine (LSV), membres de l'Alliance libre européenne (ALE) avec la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), militent pour une décentralisation élargie. "La Catalogne et la Voïvodine sont toutes deux des régions progressistes, économiquement riches et extrêmement antifascistes", a déclaré Bojan Kostres, le vice-président de la LSV. Reste que l'audience des autonomistes de Voïvodine est en chute libre depuis des années. Aux dernières législatives serbes, le 24 avril 2016, la Ligue des sociaux-démocrates de Voïvodine, en coalition avec l'ancien président serbe Boris Tadic et les libéraux du LDP, n'avait obtenu que 5 % des suffrages. Pas de quoi bouleverser les équilibres politiques en Serbie, et insuffisant pour pouvoir réellement peser sur l'avenir de la Voïvodine.

Laurent Geslin, à Belgrade



8. Le Pays Sicile/Plus d'autonomie

Près de cent ans après le traité de Trianon (4 juin 1920), la question des minorités demeure toujours d'actualité en Europe du Sud-Est. Ainsi les

Sicules, citoyens roumains de langue hongroise, n'ont-ils de cesse de revendiquer une plus grande autonomie (notamment territoriale) que celle dont ils bénéficient actuellement en tant que minorité dans le cadre de la Constitution roumaine du 21 novembre 1999. Les autorités de Bucarest refusent avec d'autant plus de vigueur d'accéder à leur requête qu'elles l'estiment téléguidée par Budapest. Les 600 000 Sicules vivent aujourd'hui sur 12 000 km². Une grande partie de la population sicule milite pour un renforcement de son autonomie. Cette revendication est surtout portée par le Conseil national sicule (en hongrois, *Székhely Nemzeti Tanács, SZNT*), une organisation apolitique créée le 16 octobre 2003 et composée de 156 représentants de la communauté sicule. Le Conseil explique très clairement que "le pays sicule" ne vise pas à devenir indépendant de la Roumanie, mais plaide pour une plus grande autonomie dans le cadre de la Constitution roumaine.

H. Le.

